

faire comprendre au gouvernement la volonté de la population, c'est-à-dire le retrait de la loi unique. Vous pourriez mieux faire comprendre au gouvernement la détermination de la population d'aller jusqu'à la dissolution, au cas où les Chambres se verraient amenées à voter quand même le projet gouvernemental. » Les « chers collègues » du député communiste Dejace n'ont pas « compris », mais soutiennent chaleureusement le président Eyskens, qui a déjà envoyé de la mitraille au ventre des grévistes ! Peut-on envisager adaptation plus complète à l'Etat bourgeois et à ses institutions que celle du P.C. belge, avec des phrases apparemment radicales ?

La bourgeoisie a une très nette conscience de l'enjeu de la lutte. C'est ainsi que *L'Echo de la Bourse* du 27 décembre 1960 écrit : « Au moment où le caractère insurrectionnel de la grève socialo-communiste éclate au grand jour, il est nécessaire que tous les bons citoyens se regroupent autour du gouvernement. Celui-ci porte de lourdes responsabilités dans la situation actuelle, et ses faiblesses passées augurent mal de l'avenir. Mais, si critiquable qu'il soit, il incarne une majorité parlementaire régulièrement élue. S'il devait céder devant la rue, ce n'est pas la loi unique qui tomberait, c'est le régime démocratique, déjà si malade, qui s'écroulerait. Car on assisterait, ou bien à la prise du pouvoir par ceux-là même qui, aujourd'hui, se rebellent contre l'autorité légale, ou bien à une vague de fond qui instaurerait dans le pays une dictature précaire. Et aucune de ces deux hypothèses n'est souhaitable pour le pays ». *L'Echo de la Bourse* se rend également parfaitement compte de la situation des forces ouvrières : « ... Il est évident qu'il est maintenant trop tard pour faire machine arrière, et que l'échec des grèves insurrectionnelles consacrerait une grave défaite du mouvement socialiste. Les dirigeants du P.S.B. se voient acculés à l'épreuve de force... ». C'est exact. Il faut maintenant se battre. Refuser le combat, temporiser, c'est déjà reconnaître la défaite.

Où en est-on du côté ouvrier ? Nous l'avons vu. Les dirigeants du P.S.B. et du P.C.B. n'ont pas d'autre objectif que de fourvoyer la grève générale dans l'ornière du parlementarisme bourgeois. Mais quelle va être la position d'André Renard, leader de l'aile gauche de la F.G.T.B. ?

Le lundi 26, le comité de coordination des régionales de la F.G.T.B., organisme créé trois jours plus tôt par André Renard, annonçait qu'il avait enfin « pris les mesures nécessaires à l'amplification et au durcissement de l'action engagée ». Aussi bien, réuni le 28 décembre sous la présidence d'André Renard, le Comité « décrète » la journée du 3 janvier jour de deuil pour toute la Wallonie ». C'est là la seule « mesure nécessaire » qu'ait prévu André Renard. Cependant, le radicalisme verbal des « renardistes » ira très loin. Dans un discours prononcé à Seraing le 27 décembre, Willy Schugens, secrétaire de la C.G.S.P. pour Liège, et l'un des amis de Renard, affirmera sans rire : « Qu'on le sache, nous ne serons pas les fellaghas de la Wallonie, et Liège ne sera pas Alger-sur-Meuse » (!). Ce même jour, le 27 décembre, 600 à 700.000 ouvriers participent à la grève générale en Belgique.

Cependant, André Renard garde une immense popularité, qui se renforce, d'ailleurs, au fur et à mesure qu'il laisse traîner les choses. Incontestablement, l'aile qu'il dirige a accru son audience dans une énorme proportion au cours des grèves, au moins pendant la phase ascendante du mouvement. C'est en effet que, plus la grève se poursuit, plus les masses se radicalisent, plus elles rejoignent ce qui leur paraît être le pôle extrême du mouvement. Ce phénomène s'observe jusque dans l'attitude de la direction droitière, que la pression ouvrière pousse malgré elle sur des positions de plus en plus intransigeantes. Renard déploie par ailleurs une immense activité pendant les grèves. Il est partout, meetings, concentrations, défilés, et partout follement acclamé. On le réclame. Il déplace les foules. Mais, derrière l'activité de Renard, il y a une attitude politique. Toute la perspective stratégique de Renard est orientée en vue d'obtenir le succès du mouvement en organisant la pression sur la bourgeoisie. Il se refuse à poser le problème du pouvoir, allant jusqu'à dire que la question royale ne l'intéresse pas. Renard n'entend pas, au fond, pousser les choses plus loin que les dirigeants droitiers. Mais il est plus conscient qu'eux que le fruit ne tombera pas de lui-même. Pour réussir, il croit qu'il suffira d'exercer sur la classe dominante une pression assez forte, et que l'on amènera ainsi cette dernière à composition. Une telle politique est limitée, par hypothèse, aux concessions que la bourgeoisie peut accepter de faire sans compromettre son pouvoir, ni son système de profit ; elle est foncièrement réformiste, par conséquent. Mais pour qu'elle puisse avoir une quelconque chance d'aboutir, il faut que le chantage parvienne à effrayer la bourgeoisie. Voilà pourquoi Renard s'agite autant. Il compte moins, pour réussir, sur la puissance du prolétariat mobilisé, que sur le champ de manœuvre que lui donne la mobilisation du prolétariat. Et la manœuvre sur un plan mineur réussira : pour toute la presse bourgeoise, c'est Renard « l'agitateur », le « révolutionnaire aux dents longues ». « l'aventurier » qui est responsable de la grève générale. Mais Renard a surestimé les possibilités de recul de la bourgeoisie, la marge dont elle dispose pour faire des concessions au chantage. Cette marge est pratiquement inexistante.

Dans la phase actuelle de la lutte des classes, la bourgeoisie ne peut concéder des « réformes » que si elle voit le prolétariat lui disputer dans la rue son pouvoir. Autrement dit, Renard n'aurait pu gagner qu'en fixant à son action les objectifs révolutionnaires inhérents au mouvement de la classe ouvrière belge. C'est là ce qu'il s'est avéré incapable de faire.

Par conséquent, à cette phase de la lutte où la grève générale a atteint sa plus grande énergie, on ne voit ni du côté de l'« Action Commune », ni du côté du P.C., ni du côté du mouvement Renard une possibilité d'élargir l'action.

Mardi soir, 27 décembre, à la Radio nationale, les dirigeants de la C.S.C. prennent parti définitivement contre la grève, qu'ils qualifient de « révolutionnaire ». Ils risquaient de voir leur organisation éclater si la F.G.T.B. se décidait à passer au stade suivant de l'action. Mais